

LA CRISE DU SYNDICALISME AMÉRICAIN:

2ème partie: Collaboration et action directe.

NEW YORK... janvier 1960. - Aussi étrange que cela puisse paraître, les compagnies américaines entrent en compétition avec elles-mêmes. Or elles cherchent à maintenir la concurrence dans un marché mondial rétréci sans réduire leurs bénéfices. Pour ce faire, l'automation est nécessaire, aussi bien que l'augmentation des cadences et, si possible, la diminution des salaires. Les grèves ne peuvent être tolérées. Pour les industriels, un «*bon*» syndicat est une organisation responsable qui coopère avec eux dans leur lutte pour la suprématie économique dans le monde. D'organisations de combat les syndicats doivent devenir des «*syndicats-maison*» et leur doctrine doit proposer une étroite collaboration de classe: capital et travail la main dans la main (1).

Des Courtiers...

Les leaders des plus puissantes fédérations nord-américaines comme Meany, David McDonald, Walter Reuther, David Dubinsky sont déjà acquis avec fanatisme au principe de la collaboration de classe. Ils représentent l'aristocratie du travail, cette élite de dirigeants syndicalistes professionnels, d'avocats, de spécialistes du bien-être, de statisticiens, de journalistes qui administrent les opérations les plus complexes de leur empire hautement centralisé. Ces gens sont des courtiers en syndicalisme; ils agissent au sommet, comme intermédiaires entre les employeurs et le gouvernement. Après avoir passé des accords avec les patrons. Ils s'occupent de les faire respecter par les adhérents de la base.

Cette sous-classe bureaucratique est prête à accepter n'importe quelle concession, à condition de pouvoir maintenir son emprise sur la seule marchande qu'elle ait à négocier : le Pouvoir économique des travailleurs. Si elle perdait la confiance des ouvriers, elle ne continuerait plus longtemps son commerce. Ses membres perdraient leur emploi ainsi que la plaisante compagnie de leurs compères et amis, les dirigeants de la classe possédante.

De par sa nature propre, la tête du mouvement ouvrier nord-américain est incapable de conduire un seul militant à la contre-attaque. Dans le cas présent, la conjoncture a donné lieu à une bataille qui peut amener les ouvriers métallurgistes à tirer pleinement profit du progrès technique en permettant la diminution des heures de présence et l'augmentation des salaires. Le syndicat ne devrait tolérer aucun licenciement causé par l'automation ou l'accélération des cadences. Si le taux de production est plus élevé, le temps passé au travail doit être plus court. Le vieux slogan de l'I.W.W. (2): «*Aussi longtemps qu'un ouvrier sera licencié parce qu'il n'y a pas de travail, c'est que le temps de présence est trop long*», devrait venir en tête de la liste des revendications.

... Imprévoyants

Les leaders de l'U.S.W.A. n'ont rien fait qui puisse préparer leurs adhérents à la grève. Ils n'ont même pas mesuré l'importance de la crise provoquée par les employeurs. Ils n'ont rien fait quand les usines

(1) Voir *Le Monde Libertaire*, n°58.

(2) «*Industrial Workers of the World*», syndicat révolutionnaire qui, vers les années 1910, se posa en concurrent sérieux de l'AFL. N.D.L.R.

tournaient nuit et jour à un rythme fiévreux pour empiler l'acier en prévision de l'arrêt du travail. Ils n'ont rien fait lorsque les compagnies ont licencié 150.000 ouvriers.

Les leaders de l'U.S.W.A. espéraient une aimable opposition de la part du patronat. Un léger accroissement des salaires et quelques modifications par-ci, par-là, auraient montré aux adhérents que leurs dirigeants méritaient leurs énormes honoraires. Ceux-ci pouvaient alors être assurés de rester en place jusqu'au contrat suivant où quelques petites concessions auraient encore été obtenues, et ainsi de suite «*ad infinitum*». Il en était ainsi depuis des années. Mais cette fois, enhardies par l'attitude complaisante des hautes sphères syndicalistes, les compagnies tentèrent d'arracher aux travailleurs les derniers lambeaux d'indépendance que leur laissaient encore leurs patrons et leurs dirigeants.

Des militants résolus...

La réaction des militants de base devant les provocations des industriels modifia la nature de la grève. Une fois de plus l'adhérent anonyme écrivit une page de gloire de l'histoire du travail. Des organes du grand patronat comme «*Newsweek*», «*The New York Times*» et «*The Wall Street Journal*» reconnurent que les prétentions des trusts transformèrent une session routinière de discussion en un renouveau de la lutte de classe.

A. H. Raskin écrit dans le «*New York Times*» du 25 octobre 1959: «*Personne ne donnait moins l'impression de souhaiter la grève pour un peu plus d'argent. Mais quand les compagnies montrèrent leur volonté de modifier à leur profit les règles du travail, les hommes proclamèrent qu'ils laisseraient rouiller les hauts fourneaux plutôt que de renoncer... Le moral des syndiqués apparaît encore plus vivace qu'avant. Les salaires perdus et la peine à subvenir aux besoins des familles ne les poussent aucunement vers la capitulation. Au contraire, dans les villes ouvrières, le sentiment le plus répandu est de continuer la grève jusqu'au bout*».

Ce fut cette attitude des travailleurs qui empêcha leurs dirigeants de baisser pavillon. Par exemple en Californie du Sud les sections 2058, 1414, 2869 et 5726 organisèrent contre la volonté des responsables locaux un rallye à motocyclette vers la propriété de George Allen, un des directeurs de la *Compagnie "Republic Steel"*, où son grand ami Eisenhower jouait au golf. Equipés de brassards noirs, les manifestants portaient le deuil du droit de grève tué par le président qui avait fait appliquer la loi Taft-Hartley.

Un chef de région de l'U.S. W.A. déclara: «*Sans les employeurs, la grève aurait été un désastre. Maintenant chaque semaine qui passe rend les hommes plus avides de conserver tout ce que la compagnie veut soustraire à leur contrôle. C'est une expérience qu'ils n'oublieront pas du restant de leur vie, et les trusts la payeront chaque jour*».

...et peu compréhensifs:

Jusqu'ici les membres de l'U.S.W.A. et de nombreuses autres unions avaient été endormis par les berceuses collaborationnistes du trio capitalisme-gouvernement-dirigeants syndicaux. Mais la lune de miel est finie. Les dures réalités de la lutte de classe sont en train de leur ouvrir les yeux. Les travailleurs montrent à leurs patrons et à leurs leaders qu'ils représentent une force avec laquelle il faut compter. Ces sursauts nécessaires rappellent aux ouvriers que la puissance du syndicat ne réside pas dans les quartiers généraux de marbre construits à Washington (3), dans l'importance des trésors (4), dans la pompe et les belles manières des représentants. Le sort d'une organisation dépend de la conviction de ses adhérents et de leur volonté de combattre pour l'idéal d'un travail libre dans un monde libre.

Les leaders auraient certainement accepté une liquidation de la grève s'il n'y avait eu les travailleurs pour refuser de remettre dans les mains des patrons le peu qu'ils leur ont arraché jusqu'à ce jour. En s'obstinant ils placèrent dans une position très embarrassante leurs dirigeants qui ne pouvaient se rendre à la demande du patronat sans entraîner la révolte des adhérents.

(3) Situé dans la 16ème Rue, l'immeuble de l'AFL-CIO a coûté 5 millions de dollars, dont 1 million pour le terrain. NDLR.

(4) En septembre 58 le fonds de grève de IU.A.W. (*Syndicat des ouvriers de l'automobile*) était d'environ 40 millions de dollars. N.D.L.R.

McDonald n'a pas oublié qu'en 1956 l'opposition menée par Rarick avait failli le déloger (5). En dépit de son caractère désordonné cette opposition n'était pas morte et les bureaucrates durent marquer le pas. D'une part une défiance nettement affichée à l'égard des capitalistes les auraient conduits à abandonner leur vieille politique de collaboration de classe or, psychologiquement et économiquement, ils ne pouvaient accepter une modification aussi radicale de leur comportement. D'autre part, ils craignaient que du sein de la masse jaillissent de nouveaux éléments décidés à en revenir à la vieille tradition du syndicalisme révolutionnaire, qui les pousseraient sur la touche comme il est souvent arrivé dans d'autres crises du mouvement ouvrier américain.

Meany écrit à Eisenhower:

Aussi les maquilleurs professionnels essayèrent désespérément de se tirer de l'ornière. Ils cherchèrent désespérément une réconciliation avec les industriels et demandèrent même au gouvernement de la provoquer. George Meany, président de l'AFL-CIO, écrivit au Président Eisenhower pour lui proposer de mettre sur pied une réunion du patronat et du syndicat sous les auspices de la Maison Blanche. Les deux premières phrases de sa lettre révèlent cette politique de réconciliation: *«La grève de l'acier est encore toute fraîche dans nos mémoires et je pense qu'il serait bon de faire une proposition qui éviterait la réapparition de telles manifestations prolongées et coûteuses. J'aimerais vous suggérer de réunir les leaders des syndicats et des industries pour qu'ils étudient et mettent au point une ligne de conduite qui engendrerait des relations harmonieuses entre le patronat et les organisations ouvrières. A mon avis une telle réunion est très urgente»* (6).

Le Président accepta d'étudier la proposition, mais, par l'intermédiaire de l'Association Nationale des Industriels, les capitalistes refusèrent leur participation. Leur conscience de classe est instinctive. Malheureusement, alors qu'ils recherchent la disparition totale du mouvement ouvrier, Meany essaye ouvertement de négocier l'arme la plus importante des travailleurs: le besoin qu'on a d'eux.

(A suivre).

Sam WIENER.
Traduit de l'américain par Marc PREVOTEL

(5) «New-York Times» du 14 novembre 1959.

(6) Le président de l'U.S.W.A. est élu directement, par référendum auprès des adhérents. N.D.L.R.